

ANNEXES

Annexe 1 Statuts de SUPERFORMA en vigueur

STATUTS DE L'ASSOCIATION SUPERFORMA

Préambule

L'association SUPERFORMA a été créée par acte sous seing privé le 18 décembre 2014 et déclarée en préfecture de la Sarthe le 19/12/2014, publiée au JO le 3/1/2015.

Ses fondateurs sont :

- L'association Bebop (Le Mans)
- L'Etablissement public Excelsior (Allonnes)
- La Maison des Loisirs et de la Culture Les Saulnières (Service Public Local de la Ville du Mans)
- L'association Le Silo (Le Mans)
- L'association MJC Ronceray (Le Mans).

Ont été associés à sa création l'association Le Magnéto (Le Mans), collectif départemental des acteurs des musiques actuelles de la Sarthe et le Pôle Musiques Actuelles des Pays de la Loire.

Les fondateurs de Superforma ont pour ambition de développer, en relation avec les collectivités locales et l'Etat, un projet de coopération artistique et culturel en faveur des musiques actuelles œuvrant à l'échelle de l'agglomération mancelle, à vocation départementale, régionale ou nationale.

Après 2 années, le travail réalisé a permis d'engager l'association Superforma dans une nouvelle phase qui nécessite une évolution de ses statuts et notamment de son objet social.

TITRE 1 : DEFINITION

ARTICLE 1 : Titre

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents, ayant pour titre :

SUPERFORMA

ARTICLE 2 : Objet

L'association a pour but de promouvoir, d'organiser et de favoriser les pratiques des musiques actuelles, avec les autres acteurs du département, essentiellement sur l'agglomération mancelle et plus généralement dans le département de la Sarthe, voire au-delà.

L'association défend un projet artistique et culturel répondant au cahier des charges du label Scènes de Musiques Actuelles du ministère de la Culture qui s'inscrit dans le champ de l'économie sociale et solidaire.

Pour atteindre son but, l'association exercera les activités suivantes :

- La gestion et l'exploitation de salles de concerts et de lieux spécialisés pour les pratiques musicales ;
- L'organisation de concerts, spectacles, soirées, festivals, événements culturels et artistiques ;
- La création, l'accompagnement à la conception et à la production de spectacles, ainsi que la mise en œuvre de répétitions et de résidences d'artistes ;
- L'organisation de rencontres, conférences, actions de sensibilisation ou d'information ;
- Le conseil, le soutien à la structuration, l'animation de réseau, la formation, la transmission, la promotion dans le domaine des musiques actuelles, notamment envers les musiciens.

Et plus largement toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières autorisées par la loi utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

ARTICLE 3 : Siège Social

Le siège social est fixé au 27 rue Francois Monier, 72100 Le Mans

Il pourra être transféré en tout autre lieu de l'agglomération mancelle par simple décision du Conseil d'Administration. Une ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Par décision du Conseil d'Administration, pourront être créés un/des établissement(s) secondaire(s) en cas de besoin.

ARTICLE 4 : Durée et exercice social

La durée de l'association est illimitée.

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

TITRE 2 : COMPOSITION

ARTICLE 5 : Composition et Admission

L'association se compose de 7 catégories :

1. Les membres permanents : il s'agit de 4 structures fondatrices mentionnées au préambule des présents statuts et impliquées dans la gestion de Superforma au moment de l'évolution statutaire décidée fin 2017, à savoir :

- L'association Bebop (Le Mans)
- La Maison des Loisirs et de la Culture Les Saulnières (Service Public Local de la Ville du Mans)

- L'association Le Silo (Le Mans)
- L'association MJC Ronceray (Le Mans).

Chaque structure est représentée aux assemblées générales par son représentant légal ou par une personne dûment mandatée. Chaque structure est exonérée de cotisation.

2. Les membres associés : sont membres associés les personnes physiques ou morales qui soutiennent, qui participent sous forme de partenariat et/ou qui s'impliquent durablement dans l'association, et qui ont été agréées par le Conseil d'Administration de l'association. Font partie des membres associés à la signature des présents statuts :

- L'Etablissement public Excelsior (Allonnes) représenté exclusivement par son Président ou par son directeur dûment mandaté,
- L'association "le Magnéto", représenté par son Président ou par tout autre membre mandaté par lui,

3. Les membres du public : sont admis dans cette catégorie les personnes physiques bénéficiaires des activités de diffusion ayant manifesté leur volonté d'adhérer aux présents statuts de l'association et ayant acquitté une cotisation.

4. Les artistes et musiciens : sont admis dans cette catégorie toutes les personnes physiques exerçant une activité d'artiste ou de musicien, qu'elle soit professionnelle ou en amateur, notamment les bénéficiaires des activités de répétition ou d'accompagnement artistique proposée par l'association, sous réserve d'avoir manifesté leur volonté d'adhérer aux présents statuts de l'association et de s'être acquitté d'une cotisation.

5. Les acteurs des musiques actuelles : sont admis dans cette catégorie les personnes physiques ou morales qui œuvrent pour les musiques actuelles sur le territoire départemental, sous réserve d'avoir manifesté leur volonté d'adhérer aux présents statuts de l'association et de s'être acquitté d'une cotisation.

6. Les salariés, assimilés : sont admis dans cette catégorie les personnes physiques ayant signé un contrat de travail ou de mise à disposition avec l'association ; ou celles qui exercent une activité non salariée (*prestataires*) pour l'association à titre individuel et de façon régulière. Les salariés et assimilés qui souhaitent adhérer à l'association devront en faire la demande au Conseil d'Administration et respecter des conditions, notamment de durée minimale de contrat, qui seront définies dans le règlement intérieur de l'association.

7. Les membres d'honneur : sont membres d'honneur les personnes ayant rendu des services à l'association, cooptés par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 6 : Adhésion

1) Le règlement intérieur précisera les modalités d'adhésion à l'association dans le respect des règles suivantes :

- Toute demande d'adhésion d'un membre doit être matérialisée (demande écrite, formulaire en ligne...) dans le respect des dispositions prévues au règlement intérieur de l'association ;
- Toute intégration d'un membre permanent ne peut se faire que par modification statutaire décidée en Assemblée Générale Extraordinaire ;

- Toute intégration d'un membre associé ou d'un membre d'honneur doit être décidée par le CA qui soumettra sa décision à la ratification par la plus proche AGO suivante ;
- Toute intégration d'un membre salarié ou assimilé sera étudiée par le CA qui prendra sa décision souverainement au regard du respect des dispositions prévues par le Règlement Intérieur ;
- Toute intégration d'un membre des catégories 3, 4 ou 5 se fera automatiquement et sera acquise après information du CA. Le Règlement Intérieur pourra préciser les conditions de convocation des nouveaux membres aux AG.

2) Chaque membre prend l'engagement de respecter les présents statuts. Par ailleurs, devenir membre de l'association suppose d'avoir pris connaissance des principales orientations du projet associatif, du PAC (Projet Artistique et Culturel) en cours de validité et d'en partager les principes directeurs. L'association s'engage à faciliter la consultation des présents statuts, du règlement intérieur, du projet associatif et du PAC en organisant leur diffusion ou leur mise à disposition notamment par voie numérique.

3) Les catégories "membres permanents", "membres associés" "membres salariés et assimilés" et "membres d'honneur" sont expressément exemptés de cotisation. Les autres membres peuvent devoir régler une cotisation selon des modalités décrites dans le Règlement Intérieur, et dont le montant sera soumis au vote en Assemblée Générale Ordinaire.

4) L'adhésion à l'association, dans le respect de ses statuts et règlements est libre. Les membres de l'association, dans le cadre de leurs activités et de leurs mandats s'interdisent toute forme de discrimination de quelque nature que ce soit. En outre, ils s'engagent à respecter, en toutes occasions, l'ensemble des libertés fondamentales telles que les libertés d'opinion, d'expression ou de culte.

ARTICLE 7 : Radiation

1) La qualité de membre se perd :

- par la démission écrite au président
- le décès (adhésion d'une personne physique)
- la dissolution de la structure (adhésion d'une personne morale)
- l'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation, pour infraction aux présents statuts ou pour motif grave portant préjudice moral et matériel à l'association.

2) Sauf pour la radiation pour non-paiement de la cotisation qui sera assimilée à une démission dans les conditions précisées au règlement intérieur, le membre dont l'exclusion est envisagée sera invité préalablement à fournir des explications écrites ou si besoin, sera convoqué pour exercer son droit de défense lors d'une réunion du Conseil.

3) Les membres démissionnaires, exclus ou radiés, ne peuvent effectuer aucune réclamation sur les sommes qu'ils auraient versées pour cotisation ou rachat de cotisation, ces sommes restant définitivement acquises à l'Association.

TITRE 3 : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 8 : Dispositions communes pour la tenue des Assemblées Générales

1) Elles se composent de l'ensemble des membres à jour de leur cotisation. Ils disposent chacun d'une voix délibérative à l'exception des membres d'honneur qui n'ont qu'une voix consultative.

2) Les salarié(e)s non membres de l'association sont invités aux Assemblées générales mais ne peuvent participer aux votes. Toute personne jugée compétente au regard des sujets traités en assemblée générale peut assister à titre consultatif aux assemblées générales, sur invitation du Président. Il en va ainsi des collectivités locales qui financent durablement l'association dont les représentants seront invités aux Assemblées Générales Ordinaire et si besoin extraordinaires.

3) Les 6 catégories de membres pouvant participer aux votes sont réparties en 4 collèges. Chaque membre s'exprime au sein de son collège sur la base d'une personne = une voix. Les pourcentages des votes au sein de chaque collège sont pondérés pour le décompte final du scrutin.

Les 4 collèges sont les suivants et les résultats des votes sont répartis de la façon suivante :

Collège 1 : membres permanents	30%
Collège 2 : salariés et assimilés	25%
Collège 3 : membres associés	15%
Collège 4 : bénéficiaires et usagers (public, musiciens et acteurs)	30%

4) Pour délibérer valablement, les Assemblées devront respecter un quorum calculé de la façon suivante :

- Pour l'ensemble des membres appartenant à l'un des collèges 1, 2 et 3 : au moins 50% des membres présents (sans tenir compte des éventuels pouvoirs)
- Pour le collège 4 : au moins 10% des membres présents ou représentés.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau à 15 jours d'intervalle et peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre d'adhérents présents ou représentés.

5) Les assemblées générales sont convoquées par courrier simple ou par courriel adressé au moins 15 jours avant la date fixée. L'ordre du jour doit figurer sur la convocation.

ARTICLE 9 : Assemblée Générale ordinaire

1) Elle se réunit au minimum une fois par an sur convocation du président. Les assemblées générales Ordinaires sont convoquées par courrier simple ou par courriel adressé au moins 15 jours avant la date fixée. L'ordre du jour doit figurer sur la convocation.

2) Le Président, assisté des membres du Conseil d'administration préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association. Le Trésorier rend compte de la situation financière, présente le budget prévisionnel adopté par le CA et soumet

les comptes à l'approbation de l'Assemblée. Le Secrétaire présente le rapport d'activité et le rapport d'orientation.

3) Elle délibère sur les rapports et les résolutions proposées par le Conseil d'Administration.

4) Elle ratifie toute décision d'adhésion à un groupement, fédération, organisation patronale etc. prise par le Conseil d'Administration.

5) Elle fixe le montant des cotisations annuelles.

6) Après épuisement des questions fixées à l'ordre du jour, il est procédé aux votes. Les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des membres présents ou représentés ayant voix délibérative après pondération selon les coefficients attribués à chaque collège tel que fixé à l'alinéa 3 de l'article 8. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

7) Pouvoirs : Un pouvoir ne peut être donné qu'à un autre membre du même collège présent à l'assemblée. Chaque votant ne peut détenir plus de 2 pouvoirs.

ARTICLE 10 : Assemblée Générale Extraordinaire

1) Elle est convoquée dans les conditions prévues à l'article 8 des présents statuts mais sans possibilité de se faire représenter quel que soit le collège, soit par le président de l'association, soit à la demande des deux tiers des membres composant l'Assemblée Générale Ordinaire. Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par courrier simple ou par courriel adressé au moins 15 jours avant la date fixée. L'ordre du jour doit figurer sur la convocation.

2) Les décisions prises en assemblée générale extraordinaire le sont à la majorité des 2/3 au moins des suffrages exprimés. Les pouvoirs ne sont pas acceptés.

3) Sont de la seule compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire les questions qui, portent sur :

- Les modifications à apporter aux présents statuts,
- La transformation, la dissolution ou la fusion de l'association.

ARTICLE 11 : Composition et élection du Conseil d'Administration

1) L'association est administrée par un Conseil d'Administration d'au plus 14 membres titulaires, composé comme suit :

- Les 4 membres permanents ;
- 2 membres de la catégorie "salariés ou assimilés" avec voix consultative, comprenant le directeur et un membre élu par le collège des salariés et assimilés ;
- 2 membres de la catégorie "membres associés" soit 1 par structure ;
- 3 6 membres des catégories "public", "musiciens" et "acteurs des MA", élus par le collège des membres bénéficiaires. Le candidat arrivé en tête de sa catégorie est élu.

Des membres suppléants peuvent enrichir le conseil d'administration à raison de 2 par catégorie maximum.

2) Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un bureau composé de 6 membres au plus :

- un Président,
- un Vice-président
- un Secrétaire,
- un Trésorier,
- 2 autres membres.

3) Les membres du bureau et du conseil d'administration sont des personnes physiques intuitu personae. Elles sont élues pour 2 ans. Le titulaire du siège peut se faire représenter ponctuellement par tout membre de sa structure régulièrement mandaté.

4) Le Conseil d'Administration se réunit au moins 2 fois dans l'année, sur convocation du Président ou sur demande d'au moins un tiers de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Le Conseil d'Administration délibère valablement si au moins la moitié des membres sont présents. Lors d'un vote, en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

5) Le Conseil d'Administration débat et délibère sur les grandes orientations proposées par la direction de l'association. Il délègue la mise en œuvre des actions au bureau et à la direction en fonction des répartitions des pouvoirs définis par le bureau.

6) Le Conseil d'Administration, représenté par le Président ou par tout autre membre du bureau rendra compte de son activité dans les instances de concertations locales et nationales.

7) En outre, les représentants des financeurs seront systématiquement invités à la réunion du CA qui arrête les comptes annuels. A leur demande, ou sur proposition du Président, ils pourront également être invités à toute autre réunion du CA. Lors de ces réunions, les représentants des financeurs ne peuvent qu'émettre des avis et ne disposent pas d'un droit de vote.

ARTICLE 12 : Pouvoirs du bureau et responsabilité du Président

1) Le bureau est investi d'une manière générale des pouvoirs de gestion les plus étendus dans la limite des buts et moyens d'actions de l'association ainsi que dans le cadre des résolutions adoptées par les Assemblées Générales.

2) Il recrute un(e) directeur(trice) dans des conditions qui seront précisées dans le règlement intérieur, notamment au regard de la possible implication des collectivités et de l'Etat dans le choix du candidat.

3) Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile ; il a de plein droit qualité pour ester en justice, comme défendeur au nom de l'association et, avec l'autorisation du bureau comme demandeur ;

4) Il peut consentir des délégations à tout autre membre du bureau ou au directeur de l'association, avec l'accord du bureau ;

5) En cas d'absence ou d'empêchement, le président est de plein droit suppléé en tous ses pouvoirs par le Vice-président ou par toute autre personne désignée par le bureau.

ARTICLE 13 : Règlement intérieur

Tous les détails d'organisation et d'administration non prévus dans les présents statuts, seront réglés par un règlement intérieur établi par le Conseil d'Administration et validé par l'Assemblée Générale.

TITRE 4 : DOTATION ET DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 14 : Ressources de l'association

Les ressources de l'association se composent :

- des cotisations versées par ses membres dont la périodicité et le montant sont fixés chaque année par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration ;
- des subventions publiques ou privées ;
- des produits générés par les activités de l'association ;
- et généralement de tout autre ressource non interdite par la loi.

TITRE 5 : MODIFICATION DES STATUTS, TRANSFORMATION ET DISSOLUTION

ARTICLE 15 : Transformation

L'association ne peut se transformer en société à l'exception de la société coopérative, en application des dispositions de l'article 28 bis de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée par la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001. Si l'association fait usage de cette faculté, la transformation sera décidée par une assemblée soumise aux règles de quorum et de majorité prévues à l'article 10.

La transformation en société coopérative n'emporte pas création d'un être moral nouveau mais continuation de la personnalité morale.

ARTICLE 16 : Dissolution

L'association ne peut être dissoute que par l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée spécialement à cet effet.

Après que l'assemblée générale ait prononcé la dissolution, elle procède à la nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et à la dévolution des biens de l'association. Elle dispose de l'actif, s'il y a lieu, conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

ARTICLE 17 : Formalités

Pour remplir toutes déclarations, publications ou formalités prescrites par la loi, tous pouvoirs sont donnés au porteur des présentes ou de toute délibération du conseil ou des assemblées.

Les présents statuts ont été modifiés et approuvés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 2 mai 2018 et établis en autant d'exemplaires que de parties intéressées, dont deux pour la déclaration et un pour l'association.

Fait au Mans, le 26 juin 2024.

Annexe 2 Extrait de publication au Journal Officiel de la déclaration de
SUPERFORMA

147^e année. - N° 1

Samedi 3 janvier 2015

ANNEXE AU
JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LOIS ET DÉCRETS

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.journal-officiel.gouv.fr



Standard	01.40.58.75.00
Annonces	01.40.58.77.56
Accueil commercial....	01.40.15.70.10
Abonnements.....	01.40.15.67.77 (8 h 30 à 12 h 30)

Associations

**Associations syndicales
de propriétaires**

Fondations d'entreprise

Fonds de dotation

Annonce n° 659 - page 42

72 - Sarthe

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la préfecture de la Sarthe.
SUPERFORMA.

Objet : création, pilotage et développement d'un Projet de Coopération Artistique et Culturel de Territoire en faveur des musiques actuelles, oeuvrant à l'échelle de l'Agglomération Mancelle, à vocation d'un rayonnement plus large (départemental, régional, national), dans le cadre d'un projet rassemblant les 5 structures gérant 5 Lieux de Musiques Actuelles de l'agglomération (L'Oasis, L'Excelsior (Jean Carmet, La Péniche), Les Saulnières, Le Silo, L'Alambik) en lien avec le Collectif Départemental des Acteurs en Sarthe (Le Magnéto) et les Acteurs du Territoire (organismes sans lieu fixe, associations, musiciens, structures d'enseignement, d'éducation artistique, et plus généralement tout acteur oeuvrant dans les Musiques Actuelles), en coopération étroite avec les représentants des collectivités publiques et toute institution oeuvrant dans ce secteur.

Siège social : Studios Le Silo, 27, rue François Monier, 72000 Le Mans.

Date de la déclaration : 19 décembre 2014.

Annexe 3 Dernier rapport annuel d'activités de SUPERFORMA (30/09/2023)

Annexe 4 Bilans et comptes de résultat de SUPERFORMA sur les trois derniers exercices arrêtés au 31 décembre de chaque année

Superforma

Actif			Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations corporelles	Inst.techniques, mat.out.industriels	16 498	15 360	1 137	2 032
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		16 498	15 360	1 137	2 032
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	15		15	15
		Autres titres immobilisés	1 000		1 000	1 000
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Prêts				
		Autres	160		160	160
		TOTAL	1 175		1 175	1 175
	Total I		17 673	15 360	2 312	3 207
Actif circulant	Stocks et en cours		3 831		3 831	
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	106 120		106 120	12 218
		Créances reçues par legs ou donations				
	Divers	Autres	40 618		40 618	36 623
		TOTAL	146 738		146 738	48 841
		Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Actif circulant	Divers	Disponibilités	251 513		251 513	341 796
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	68 864		68 864	19 060
	Total II		470 947		470 947	409 698
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		488 621	15 360	473 260	412 906
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Superforma

Passif		Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	178 593	143 647
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	709	34 945
	Situation nette (sous-total)	179 302	178 593
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		179 302	178 593
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	20 745	16 688
Total II		20 745	16 688
Provisions	Provisions pour risques	18 593	16 930
	Provisions pour charges	7 284	6 049
Total III		25 877	22 979
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 010	126 802
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	29 365	56 033
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		879
	Autres dettes	68 959	3 336
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	3 000	7 594
Total IV		247 335	194 645
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		473 260	412 906
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Superforma

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	27 413	21 886
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	191 353	184 764
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	726 785	604 668
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		3 650
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 052
	Utilisations des fonds dédiés	1 650	
	Autres produits	95	42
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	947 298	816 064
	Achats de marchandises	13 923	3 669
	Variation de stocks	-3 831	3 963
	Autres achats et charges externes (1)	616 417	447 383
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 948	9 728
	Salaires et traitements	226 363	191 888
	Charges sociales	58 411	48 322
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	895	3 854
	Dotations aux provisions	2 897	20 149
	Reports en fonds dédiés	5 707	16 688
	Autres charges	22 391	26 311
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	947 124	771 959
1. Résultat d'exploitation (I-II)		173	44 104

Superforma

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	582	764
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	582	764
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		582	764
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		756	44 869
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 000
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		7 000
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			-7 000
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		47	2 924
Total des produits (I + III + V)		947 881	816 828
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		947 171	781 883
EXCÉDENT OU DÉFICIT		709	34 945
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		127 966	123 431
Bénévolat			
Total		127 966	123 431
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		59 665	56 930
Prestations en nature		68 301	66 500
Personnel bénévole			
Total		127 966	123 431

Superforma

Actif			Au 31/12/2022			Au 31/12/2021
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL				
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat.out. industriels	16 358	10 939	5 418	1 137
Actif circulant	Immobilisations financières ⁽²⁾	Immobilisations corporelles en cours	56 433		56 433	
		Avances et acomptes				
		TOTAL	72 791	10 939	61 852	1 137
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	15		15	15
		Autres titres immobilisés	1 000		1 000	1 000
		Prêts				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Autres	7 451		7 451	160
		TOTAL	8 466		8 466	1 175
	Total I		81 258	10 939	70 318	2 312
Actif circulant	Stocks et en cours		3 890		3 890	3 831
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	58 183		58 183	106 120
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	280 858		280 858	40 618
		TOTAL	339 042		339 042	146 738
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	92 200		92 200	251 513
	Divers	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	54 423		54 423	68 864
		TOTAL II	489 556		489 556	470 947
Renvois	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		570 814	10 939	559 874	473 260
	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Superforma

Passif		Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	179 302	178 593
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	12 839	709
	Situation nette (sous-total)	192 142	179 302
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	82 000	
	Provisions réglementées		
Total I		274 142	179 302
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	11 116	20 745
Total II		11 116	20 745
Provisions	Provisions pour risques	18 593	18 593
	Provisions pour charges	5 387	7 284
Total III		23 980	25 877
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	176 503	146 010
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	49 016	29 365
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	18 634	68 959
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	6 480	3 000
Total IV		250 635	247 335
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		559 874	473 260
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Superforma

		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois	Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	75 334	27 413
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	455 358	191 353
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	716 611	726 785
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	4 500	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 897	
	Utilisations des fonds dédiés	13 629	1 650
	Autres produits	32	95
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 267 363	947 298
	Achats de marchandises	25 665	13 923
	Variation de stocks	-58	-3 831
	Autres achats et charges externes (1)	773 780	616 417
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	19 761	3 948
	Salaires et traitements	285 531	226 363
	Charges sociales	115 322	58 411
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	974	895
	Dotations aux provisions		2 897
	Reports en fonds dédiés	4 000	5 707
	Autres charges	39 124	22 391
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 264 102	947 124
1. Résultat d'exploitation (I-II)		3 261	173

Superforma

		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois	Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 139	582
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 139	582
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		1 139	582
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		4 400	756
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	14 588	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	14 588	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 360	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 360	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		13 228	
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		4 789	47
Total des produits (I + III + V)		1 283 090	947 881
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 270 251	947 171
EXCÉDENT OU DÉFICIT		12 839	709
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			127 966
Bénévolat			
Total			127 966
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			59 665
Prestations en nature			68 301
Personnel bénévole			
Total			127 966

Superforma

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	112 678	18 622	94 056	5 418
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours				56 433	
	Avances et acomptes					
TOTAL		112 678	18 622	94 056	61 852	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	Autres titres immobilisés	15		15	15
		Prêts	1 000		1 000	1 000
		Autres	7 451		7 451	7 451
		TOTAL	8 466		8 466	8 466
		Total I		121 144	18 622	102 522
Actif circulant	Stocks et en cours		3 348		3 348	3 890
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	60 091		60 091	58 183
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	178 959		178 959	280 858
	TOTAL		239 051		239 051	339 042
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		132 865		132 865	92 200	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		95 207		95 207	54 423	
Total II			470 472		470 472	489 556
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			591 617	18 622	572 995	559 874
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				7 451	7 451

Superforma

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	192 142	179 302
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-41 531	12 839
	Situation nette (sous-total)	150 611	192 142
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	113 393	82 000
	Provisions réglementées		
Total I		264 004	274 142
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		11 116
Total II			11 116
Provisions	Provisions pour risques	18 593	18 593
	Provisions pour charges	7 562	5 387
	Total III	26 155	23 980
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 565	176 503
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	55 272	49 016
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	58 996	18 634
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	4 000	6 480
Total IV		282 835	250 635
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		572 995	559 874
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Superforma

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	89 636	75 334
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	378 999	455 358
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	791 490	716 611
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	20 500	4 500
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 500	1 897
	Utilisations des fonds dédiés	11 116	13 629
	Autres produits	469	32
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 294 712	1 267 363
	Achats de marchandises	31 843	25 665
	Variation de stocks	542	-58
	Autres achats et charges externes (1)	729 461	773 780
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	26 318	19 761
	Salaires et traitements	361 534	285 531
	Charges sociales	135 723	115 322
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 682	974
	Dotations aux provisions	2 175	
	Reports en fonds dédiés		4 000
	Autres charges	41 848	39 124
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 337 129	1 264 102
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-42 416	3 261

Superforma

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 281	1 139
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 281	1 139
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		2 281	1 139
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-40 134	4 400
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 606	14 588
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	5 606	14 588
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 360
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		1 360
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		5 606	13 228
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		7 003	4 789
Total des produits (I + III + V)		1 302 601	1 283 090
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 344 132	1 270 251
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-41 531	12 839
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe 5 Statuts de l'Association Le SILO en vigueur



STATUTS DE L'ASSOCIATION LE SILO

27 rue François Monier 72000 Le Mans - 02 43 72 96 86 - assolesilo@wanadoo.fr

Préambule

Après une étude réalisée sur notre département concernant les lieux dédiés à la répétition musicale, il s'est avéré que le constat était plutôt alarmant. Il y a un manque évident de locaux de répétition en Sarthe. Nous sommes plusieurs acteurs de ce milieu à s'être rassemblés pour essayer de répondre à la forte demande des musiciens de notre département, en créant un lieu sur l'agglomération mancelle permettant au plus grand nombre de groupes, de pouvoir répéter dans un espace spécifiquement conçu qui leur est consacré.

Article 1^{er}. Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : « LE SILO ».

Article 2. Objet

Cette association a pour but de créer, gérer et développer des locaux de répétition par tous les moyens susceptibles de faciliter leur bon fonctionnement. En outre, elle pourra assurer également la promotion et l'organisation de spectacles culturels.

Article 3. Durée

La durée de l'association est indéterminée. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé au 27 rue François Monnier 72 000 LE MANS.

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration et ratifié par l'assemblée générale.

Article 5. Les membres

L'association se compose de :

- a) Membres d'honneurs : Ce sont ceux qui ont rendu des services à l'association. Ils sont élus par l'assemblée générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration (CA). Ils sont dispensés de cotisation si ils ne sont pas considérés par le CA comme usagers du lieu. Si ils le sont, leur cotisation est de 10 euros par an. Ils disposent d'une voix consultative à l'Assemblée Générale (AG).
- b) Membres bienfaiteurs : Ce sont ceux qui apportent un soutien financier à l'association. Ils payent une cotisation et disposent d'une voix consultative à l'AG.
- c) Membres actifs : Ce sont ceux qui, d'une part adhèrent afin de participer à une activité de l'association et d'autre part participent activement à la vie de celle-ci. Ils disposent du droit de vote délibératif à l'AG, ils forment de droit le CA. Il est nécessaire de rassembler 3/5 des avis favorables de membres du CA pour se présenter aux postes de direction du CA.
- d) Membres usagers : Ce sont ceux qui adhèrent afin de participer à une activité de l'association, sans s'engager dans le soutien et le développement de son objet. Ils disposent d'une voix consultative à l'AG et payent une cotisation.

Article 6. Les cotisations

Les cotisations sont fixées à :

- a) Pour les membres bienfaiteurs : A partir de 50 € par an
- b) Pour les membres d'Honneur : 0 € si ils ne sont pas usagers du lieu. 10 € si ils le sont.
- c) Pour les membres actifs et usagers : 10 € par an.

Article 7. Admissions

L'admission des nouveaux membres au CA est validée par au moins 50% du CA lors de chaque réunion mensuelle. La demande d'adhésion doit être faite à l'écrit (bulletin d'adhésion).

En cas de refus, la direction n'est pas obligée de motiver son refus. Aucun recours n'est possible.

L'admission à l'association comme membre usager se fait par simple adhésion : le nouveau membre paie une cotisation et remplit le formulaire d'adhésion.

Article 8. Radiations

La qualité de membre se perd par :

1. La démission ;
2. Le décès ;
3. La radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave. L'intéressé est prévenu 15 jours avant la prise en compte de sa radiation par simple lettre.

Article 9. Ressources

Les ressources de l'association comprennent :

1. Le montant des droits d'entrée et des cotisations.
2. Les subventions de l'Europe, de l'Etat, des régions, des départements, des communes et toutes autres collectivités territoriales, des organismes privés.
3. Les produits financiers ou les économies réalisées.
4. Les sommes perçues au titre de la location des locaux de répétitions, de filage et toutes autres prestations en lien avec l'objet de l'association.
5. Toutes les autres recettes autorisées par la loi.

Il est tenu une comptabilité des recettes et des dépenses permettant de justifier de l'emploi des fonds.

Article 10. Conseil d'administration

L'association est dirigée par un conseil d'administration d'au moins 5 membres, Tous les membres actifs sont membres de droit. Les membres actifs peuvent être rééligibles à leur fonction.

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité des 3/5, un bureau composé de :

1. Un président et/ou un vice-président
2. Un trésorier et/ou un vice trésorier
3. Un secrétaire et/ou un secrétaire adjoint.

Comme la loi le prévoit, le poste de trésorier est préféré mais pas obligatoire.

Article 11. Pouvoirs

Le CA est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes décisions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale.

- Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il a notamment qualité pour agir en justice.
Il convoque l'AG et le CA.
Il peut pour un acte délimité déléguer son pouvoir à un autre membre du bureau.
- Le secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives de l'association. Il rédige les procès-verbaux des réunions des assemblées et des CA et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles relatives à la comptabilité.
En corrélation avec le trésorier, il dresse et tient à jour la liste des membres.
- Le trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'association.
Il effectue tout paiement (dans la limite de cinq cents euros : au-delà, la contre signature du président ou du secrétaire est nécessaire) et reçoit les sommes dues à l'association ; à ce titre, il se charge du recouvrement des cotisations.
Il assure la gestion du compte de l'association ouvert au nom de celle-ci dans un établissement financier.
Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées et en rend compte à l'AG comme prévu dans l'article 13, ainsi qu'aux membres du CA. Dans le cas où aucun trésorier n'est élu, c'est la commission « gestion financière » qui est tenue responsable des missions incombées à ce dernier point.

Article 12. Réunion du conseil d'administration

Le CA se réunit au moins une fois par mois, sur convocation du président, ou sur la demande d'au moins 2/5 de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.



Tout membre du conseil qui, sans excuse motivée, n'aura pas assisté à deux réunions de CA consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut faire partie du conseil s'il n'est pas majeur.

Article 13. Assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils y soient affiliés. Elle se réunit chaque année.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du président assisté du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. Les membres usagers seront convoqués par un simple avis apposé dans chaque salle de répétitions et dans la zone commune. Les membres actifs, bienfaiteurs et d'honneurs seront convoqués par l'envoi d'un courrier simple.

Les membres du CA président l'assemblée et exposent la situation de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan comptable annuel et le budget prévisionnel à l'approbation de l'assemblée.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée, à l'exception de la désignation des membres du bureau qui a lieu à bulletin secret.

Seul un membre actif peut se faire représenter à l'assemblée par un autre membre, exclusivement en lui donnant une procuration datée, signée et spécifique à l'assemblée convoquée. Les membres d'honneur, bienfaiteurs ou usagers ne peuvent se faire représenter.

Ne seront traitées, lors de l'assemblée générale, que les questions soumises à l'ordre du jour. Au titre des questions diverses, l'ensemble des membres pourront, pendant un délai d'une semaine après réception de la convocation, ou l'apposition sur le tableau de la zone commune de cette convocation, inscrire leurs questions à l'ordre du jour de l'AG. Cette inscription se fera auprès du membre ou salarié de permanence dans un registre tenu à cet effet.

Article 14. Assemblée générale extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres de l'association, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire.

Les modifications statutaires sont de la compétence du CA qui statuera à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 15. Règlement intérieur

Un règlement intérieur sera établi par le seul conseil d'administration et annexé aux présentes.

Ce règlement fixera les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association, à la gestion des différents espaces des locaux de répétition.

Article 16. Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les 3/5 des membres du CA, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par les membres du bureau et l'actif s'il y a lieu sera attribué à :

- une association poursuivant des buts similaires,
- un organisme à but d'intérêt général choisi par les liquidateurs.

Le président

Le secrétaire

Modifications

1347 – Déclaration à la sous-préfecture de Louhans. **CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE LA BRESSE BOURGUIGNONNE**. *Siège social*: hôtel de ville, 71500 Louhans. *Transféré*; *nouvelle adresse*: antenne du conseil général de Saône-et-Loire, 3, rue des Bordes, 71500 Louhans. *Date de la déclaration*: 11 juillet 2005.

1348 – Déclaration à la sous-préfecture de Louhans. **ASSOCIATION LOCALE POUR LE CULTE DES TEMOINS DE JEHOVAH DE LOUHANS**. *Siège social*: Les Pies, 71500 Branges. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 720, route de Branges, Les Pies, 71500 Branges. *Date de la déclaration*: 25 juillet 2005.

1349 – Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. *Ancien titre*: FOYERS SAINT-JEAN-DES-QUATRE-COURONNES. *Nouveau titre*: **ASSOCIATION SAINT-JEAN-DES-QUATRE-COURONNES**. *Nouvel objet*: accueil de jeunes en vue de leur faire découvrir la beauté du travail manuel. *Siège social*: 54, rue Rouguière, 83170 Tourves. *Transféré*; *nouvelle adresse*: Notre-Dame-de-Rimont, 71390 Fley. *Date de la déclaration*: 26 juillet 2005.

Dissolutions

1350 – Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **AMICALE BOULE DU MAGNY**. *Siège social*: café Malagoli, 32, rue de Lucy, 71300 Montceau-les-Mines. *Date de la déclaration*: 7 juillet 2005.

1351 – Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **CERCLE DE YOGA DE L'ÉNERGIE ANAHATA DE BOURGOGNE**. *Siège social*: chez Mme Dubois-Laval (Marie-Christine), 2, place Roger-Salengro, 71230 Saint-Vallier. *Date de la déclaration*: 12 juillet 2005.

1352 – Déclaration à la sous-préfecture de Louhans. **LES TRAINAUDS**. *Siège social*: auberge des Plattières, 71470 Sainte-Croix. *Date de la déclaration*: 13 juillet 2005.

1353 – Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **THE A LA MENTHE**. *Siège social*: 12, rue Saint-Georges, 71100 Chalon-sur-Saône. *Date de la déclaration*: 19 juillet 2005.

tions qui seront organisées par des membres de l'association ou des tiers sous le vocable « Le Mans Sarthe Wright 2008 », marque que l'association se propose de déposer ; fixer le cadre général, le calendrier, animer la communication, rechercher le financement ; animer, coordonner l'activité des comités techniques qui collaboreront à la réussite du centenaire en s'inscrivant dans une perspective d'effets durables, en particulier dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la formation, de la recherche historique, du développement économique et de l'amitié franco-américaine. *Siège social*: chez M. Bollée (Gérard), 102, avenue Bollée, 72000 Le Mans. *Date de la déclaration*: 25 juillet 2005.

1358 – Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **PASSIONÉ 'MANS GYM**. *Objet*: club sportif de gymnastique artistique. *Siège social*: chez Mlle Coll (Jade), 13, rue du Port-Bouquet, 72000 Le Mans. *Date de la déclaration*: 26 juillet 2005.

1359 – Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **ENTREMETTEUR**. *Objet*: créer des interactions entre les compagnies de spectacles, les associations et les municipalités par la mise en commun d'outils d'administration de spectacles vivants et la mise en location et vente d'accessoires et de décors ; agir dans les domaines annexes ou connexes. *Siège social*: 105, bis, Grande-Rue, 72000 Le Mans. *Site internet*: www.entremetteur.org. *Courriel*: entremetteur@ouvaton.org. *Date de la déclaration*: 28 juillet 2005.

1360 – Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **ASSOCIATION DE L'ORGANISATION DU COMICE 2006 DE SOUILLE**. *Objet*: organisation du comice cantonal 2006. *Siège social*: mairie, 72380 Souillé. *Date de la déclaration*: 28 juillet 2005.

1361 – Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **LE SILO**. *Objet*: créer, gérer et développer des locaux de répétition par tous les moyens susceptibles de faciliter leur bon fonctionnement ; en outre, elle pourra assurer également la promotion et l'organisation de spectacles culturels. *Siège social*: 27, rue François-Monnier, 72000 Le Mans. *Date de la déclaration*: 29 juillet 2005.

1362 – Déclaration à la sous-préfecture de Mamers. **COMMERCE-FERTOIS-INTERNAUTE**. *Objet*: organiser la mise en place de mini-sites commerçants, autogérés par les membres de l'association ; l'hébergement et les promotions liées à internet étant réalisées par une société prestataire. *Siège social*: hôtel Kyriad, 43, boulevard du Général-de-Gaulle, 72400 La Ferté-Bernard. *Date de la déclaration*: 3 août 2005.

Annexe 7 Comptes du SILO sur les trois derniers exercices

FINANCES 2021 – 2024 (EN K€)

CHARGES	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
ACHAT PARC MATOS **	9 **	2,9	1	1,2
REMUNERATON PERSONNEL *		49	52,7	56
CHARGES PERSONNEL *	51 *	19,5	22	26,3
EAU / ELEC / BOIS ***		7	8,7	7,7
PT EQUIPEMENT / ENTRETIEN **		2	2	1,5
ACHAT BAR **		10,5	14,1	14
CONSOMMABLES MUSIQUE **		1,2	0,5	0,6
LOYER ***	38 ***	30	30	30
TRAVAUX **		0,8	0,3	1
REPAR MATOS ****	5 ****	0,8	1	0,8
ASSURANCES ****		3,2	4	4
SERV BANCAIRES ****		0,6	0,8	0,8
TELECOMS ****		0,6	0,6	0,6
TELESURVEILLANCE ****		0,4	0,5	0,5
MAINTENANCE BAT ***		1,3	0,5	0,5
TOTAL	103	129,8	138,7	145,5
CHARGES EXCEPT				
RELIQUAT URSSAF C19	-	5,5	-	-
MISE EN CONF	4	10	-	-
ACHATS COVID	2	-	-	-
TOTAL	109	145,3	138,7	145,5

PRODUITS	2021	2022	2023	2024 prev
CYMBALES ***		1	1,2	1,2
STAGES TDM ***			0,8	1,3
GP MOIS ***		6,4	5,2	6,8
REPETE HEURE ***	25 ***	43,5	55,3	69
REPETE SOLO ***		3,8	3	3
RESIDENCES ***		0,5	2	2,2
REPETE JOURNEE ***		4,6	1	1,5
STUDIO RECORD ***		1,4	1,9	2
COURS **		0,9	2,5	2,5
BUREAUX **		3,5	2,8	1,5
BOXS **	10 **	6	6,1	6,8
LOC SONO *	4 *	2,8	3,5	3,5
BAR	10	26,2	32	33,4
VTE CONSOMMABLES *		1,4	1	1,2
ADHESIONS	4	6,2	7,6	7,8
CUI	3	1	-	-
DOTATION / SUBV / ETAT FOND SOLIDARITE	62	1,8	1,8	1,8
TOTAL 1	118	111	127,7	145,5
RESULTAT PROD-CH	+ 9	- 34,3	- 11	0
(Virement interne équilibrage)		+ 28	+ 13	

Annexe 8 Bail de location du 27 rue François Monier au Mans

Bail à Usage Civil (Association)

L'AN DEUX MILLE DIX SEPT, LE 1^{ER} JUILLET,

- La S.C.i. « B.&P. des IV Vents », Société Civile et Immobilière au capital de 5 000 euros dont le siège social est 40 rue de l'hospice 72200 La Flèche, représentée par les soussignés :

Madame Marika Prudhomme, née le 28 octobre 1971 à La Flèche (72) Sarthe, demeurant , 64 rue de la Ville en bois Nantes 44100, divorcée de M. Bouchenoire David et remariée.

Monsieur Frédéric Joël Didier PAPIN, né le 16 décembre 1970 à La Flèche Sarthe, demeurant « Les Tabous », 72650 La Bazoge, célibataire.

en leur qualité de cogérants de la société,

Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés du MANS sous le numéro 492 970 308 000 11.

Ci-après désigné par le "BAILLEUR"

- L'association "LE SILO" dont le siège social est « 27 rue François Monnier » 72000 Le Mans, représentée par le soussigné : Monsieur PAUL GELEBART, né(e) le 27/03/1979 à Le Mans demeurant 70 rue klebert - 72000 Le Mans, en sa qualité de président de l'association,

Ci après désignée le "PRENEUR"

1. EXPOSE

Le BAILLEUR expose préalablement à la convention ce qui suit :

Il est propriétaire de l'IMMEUBLE suivant : bâtiment artisanal au 27 rue François Monnier 72000 Le Mans,

2. DESIGNATION

Le PRENEUR déclare bien connaître les lieux loués pour les avoir visités.

CECI EXPOSE, il est passé à la convention objet des présentes, étant fait observer que les droits et obligations du PRENEUR et du BAILLEUR sont régis, en dehors des stipulations du présent contrat, par les dispositions impératives à la loi numéro 89-462 du 6 Juillet 1989 et des textes subséquents.

3. BAIL

Le BAILLEUR loue au PRENEUR qui accepte, l'IMMEUBLE dont la consistance et la désignation figurent dans l'exposé qui précède, ainsi qu'il existe avec toutes aisances et dépendances.

4. DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de SIX ANS à compter du 1^{er} juillet 2017 pour expirer le 30 juin 2023.

5. RESILIATION

Toutefois, les parties pourront résilier le contrat dans les conditions suivantes :

1) Le PRENEUR : A tout moment, à condition de prévenir le BAILLEUR de son intention trois mois au moins à l'avance, soit par notification par lettre recommandée avec avis de réception, soit par signification par acte d'huissier de justice.

2) Le BAILLEUR : A l'expiration du terme fixé au présent bail, à condition de prévenir le PRENEUR six mois au moins à l'avance soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par acte d'huissier de justice.

6. RENOUELEMENT

A son expiration, le présent bail sera tacitement reconduit ou renouvelé pour une période de six années.

Toutefois le BAILLEUR aura la faculté de s'opposer au renouvellement du bail en vue de reprendre les biens loués soit pour son habitation personnelle ou celle de ses proches, soit pour les vendre, ou encore s'il justifie d'un motif légitime ou sérieux, tel que l'inexécution par le locataire de l'une de ses obligations. Pour se faire, il devra notifier son intention au PRENEUR au moins six mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

7. DESTINATION

Les locaux loués sont destinés à l'exercice, par celui-ci, de la location de studios de répétition musicaux, filage scénique, accueil de bureaux associatifs, stockage de matériels de sonorisation, et toute autre activité en lien avec l'objet de l'association, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale.

8. CONDITIONS

D'une part le BAILLEUR est tenu des obligations principales suivantes :

- a) De délivrer au PRENEUR le bâtiment en bon état d'usage et les équipements mentionnés au contrat de location en bon état de fonctionnement.
- b) D'assurer la jouissance paisible du bâtiment, et, sans préjudice des dispositions de l'article 1721 du Code Civil, de la garantir des vices ou défauts de nature à y faire obstacle hormis ceux consignés dans l'état des lieux.
- c) De souffrir les aménagements réalisés par le PRENEUR dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée, sauf accord express du bailleur et annexé au présent bail sous la forme d'un plan établi par cabinet d'architecte.

D'autre part il est consenti et accepté sous les charges, clauses et conditions suivantes, que le PRENEUR s'oblige à exécuter et accomplir indépendamment de celles pouvant résulter de la loi ou de l'usage, à savoir : néant.

9. ETAT DES LIEUX

Un état des lieux doit être établi, contradictoirement par les parties, au plus tard lors de l'entrée en jouissance et de la remise des clés au PRENEUR, comme aussi lors de la restitution de celle-ci.

A défaut, un état des lieux sera établi par huissier de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente, l'autre partie dûment appelée au moins deux jours à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

(Toutefois, d'un commun accord entre les parties, il a été convenu de ne pas établir d'état des lieux, le bâtiment étant dans un état neuf, après travaux.)

10. OCCUPATION - JOUISSANCE

De prendre possession des lieux loués, de les occuper et d'en user paisiblement.

De ne pouvoir sous-louer ni céder, en totalité, son droit à la présente location, sauf en partie dans le cadre de l'activité en lien avec l'objet de l'association, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale.

De ne pouvoir substituer quelque personne que ce soit ni prêter les lieux loués même temporairement, à des tiers.

De tenir les lieux loués constamment garnis de meuble et objet mobiliers en quantité et de valeur suffisantes pour répondre du paiement des loyers et accessoires.

De notifier au BAILLEUR par lettre recommandée, avec avis de réception, dans les mois de l'événement tout changement d'état civil pouvant survenir au cours du présent bail ou de son renouvellement.

11. ENTRETIEN - TRAVAUX - REPARATION

De prendre à sa charge, pendant le cours de l'occupation, l'entretien courant du bâtiment et des équipements, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives sauf si celles-ci sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure.

De ne faire aucun changement de distribution ni travaux de transformation dans les lieux loués, sans autorisation expresse et par écrit du BAILLEUR, lequel pourra subordonner cet accord et l'exécution des travaux à l'avis et à la surveillance d'un architecte de son choix, dont les honoraires seront payés par le locataire. En cas de méconnaissance par le locataire de cette obligation, le bailleur pourra exiger la remise en état des lieux ou des équipements au départ du locataire ou conserver les transformations effectuées, sans que le locataire puisse réclamer une indemnisation pour les frais engagés. Si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local, le bailleur pourra exiger, aux frais du locataire, la remise immédiate des lieux en l'état.

De faire ramoner les cheminées et conduits de fumée, à ses frais, par un fumiste qualifié, aussi souvent qu'il sera nécessaire ou prescrit par les règlements administratifs et également en fin de jouissance, même s'ils n'ont pas été utilisés.

De faire entretenir régulièrement et au moins une fois par an, par une entreprise qualifiée la chaudière de chauffage central et le ou les chauffe-eau ou chauffe-bains qui sont ou pourraient être installés dans le bâtiment, les tuyaux d'évacuation et les prises d'air.

De veilliez au maintien en parfait état des canalisations intérieures et des robinets d'eau et de gaz, de même que des canalisations et de l'appareillage électrique dont il aura la garde juridique et ce, à partir des compteurs.

De justifier de ces entretiens à la demande du BAILLEUR.

De souffrir sans indemnité tous travaux ou réparations, fermetures de jours de souffrance, reconstructions de murs mitoyens que le BAILLEUR ferait exécuter, quels qu'en soient les inconvénients et la durée, sous réserve de l'application de l'article 1724 du Code Civil, et de laisser traverser ses locaux par toutes canalisations nécessaire.

A l'occasion de tous travaux faire place nette à ses frais des meubles, tentures, tableaux, canalisations, coffrages, appareils, et agencements, installés par ses soins, dont la réponse serait nécessaire.

De supporter toutes modifications d'arrivées, de branchements ou installations intérieures et tous remplacements de compteurs pouvant être exigés par les compagnies distributrices des eaux, du gaz, de l'électricité, du chauffage urbain et des télécommunications ainsi que la pose de tout appareil de comptage.

De tenir les lieux loués pendant toute son occupation en bon état de réparations locatives et d'entretien courant ; de les rendre tels en fin de jouissance, notamment en ce qui concerne les peintures, tentures et revêtements de sols ; d'acquitter le montant des réparations locatives d'entretien courant résultant de l'état dressé lors de la restitution des clés.

12. RESPONSABILITE ET RECOURS

De répondre des dégradations et pertes qui surviennent au cours de son occupation dans les lieux loués, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par faute du BAILLEUR ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit.

De faire assurer convenablement contre l'incendie, les explosions et les dégâts des eaux, tant les lieux loués que son mobilier et, le cas échéant, celui mis à sa disposition, ainsi que le recours des voisins et les risques locatifs, le vol et la responsabilité civile, par une compagnie d'assurance, et d'en justifier au BAILLEUR à sa demande ainsi que du paiement des primes. De déclarer expressément à ladite compagnie les renonciations à recours énoncées ci-après.

De déclarer immédiatement à sa compagnie et d'en informer conjointement le BAILLEUR, tout sinistre ou dégradation s'étant produit dans les lieux loués, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent, sous peine d'être responsable personnellement et d'être tenu de rembourser au BAILLEUR le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour celui-ci de ce sinistre et d'être notamment responsable vis-à-vis de lui du défaut de déclaration en temps dudit sinistre.

De laisser à tout moment libre accès aux locaux qui ne sont loués afin de limiter tous risques d'incendie, d'inondation ou autres, notamment en cas d'absence prolongée ou en période de vacances.

De ne faire aucun usage d'appareils à combustion lente, ne pas brancher d'appareils à gaz ou à mazout sur des conduits qui n'ont pas été conçus pour cet usage. Il sera responsable de tous dégâts et conséquences de quelque ordre qu'ils soient résultant de l'inobservation de la présente clause et également des dégâts causés par la condensation ou autre.

De renoncer à tout recours contre le BAILLEUR :

- en cas d'interruption dans le service de l'eau, du gaz, de l'électricité, des télécommunications.
- au cas où les lieux viendraient à être détruits en totalité ou en partie, ou expropriés.
- en cas d'interruption du chauffage ou de l'eau chaude, du gaz, comme en cas d'arrêt, même prolongé, du fonctionnement de tous éléments d'équipement.
- pour toutes les conséquences qui résulteraient de la remise des clés par le PRENEUR aux employés de l'immeuble.
- en cas de trouble ou dommage subi du fait d'autres preneurs ou occupants de l'immeuble ou de toute autre personne.

De donner accès dans les lieux loués au BAILLEUR, au syndic ou à leur représentants, à leurs architectes ou à leurs entrepreneurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire.

De satisfaire à toutes les charges de ville ou de police dont le PRENEUR est tenu, d'acquitter tous impôts et taxes à la charge du PRENEUR en cette qualité et d'en justifier au BAILLEUR avant son départ des lieux.

13. RENONCIATION A RECOURS RECIPROQUE (avec recours contre l'assureur du propriétaire)

Il y a intérêts communs entre le propriétaire de la La S.C.I. « B.&P. des IV Vents », et le locataire « association Silo ». L'association « Le Silo » agit tant pour son compte que pour le compte de la La S.C.I. « B.&P. des IV Vents ». Il y a donc renonciation à recours entre les parties et leurs assureurs.

« L'assuré ayant renoncé dans le bail au recours qu'il pourrait être fondé à exercer contre le propriétaire par application des articles 1719 et 1721 du Code Civil, l'assureur renonce au recours que, comme subrogé dans les droits du locataire, il pourrait exercer contre le propriétaire dont la responsabilité se trouverait engagée dans la réalisation de dommages matériels, de frais ou de pertes garantis. »

« Cette renonciation est consentie avec réciprocité, le propriétaire ayant renoncé dans le bail, au recours qu'il pourrait être fondé à exercer contre le locataire par application des articles 1302, 1732, 1733, 1734 et 1735 du Code Civil. Toutefois, si le responsable est assuré, nous nous réservons malgré les dispositions qui précèdent, d'exercer notre recours dans la limite de cette assurance. »

14. CONGE - VISITE DES LIEUX

En cas de vente des lieux loués ou dans les trois derniers mois de la location de souffrir l'apposition d'écriteaux, de laisser visiter les lieux deux heures par jours, par accord entre les parties et à défaut entre 17 & 19 heures, sauf le dimanche et jours fériés.

De ne pouvoir déménager, même partiellement avant d'avoir payé le montant du loyer et des accessoires jusqu'à l'expiration de l'occupation et justifier par présentation des acquits du paiement de toutes ses contributions personnelles ou autres afférentes aux lieux loués et de ceux des services mis à sa disposition par le BAILLEUR.

A la restitution des clés, il sera dressé un état des lieux ; le PRENEUR aura l'obligation de faire connaître sa nouvelle adresse au BAILLEUR ou à défaut fera connaître l'adresse où devront être envoyés tous documents relatifs à la liquidation des comptes et de toutes autres questions afférentes à la location.

15. CONDITIONS PARTICULIERES : REGLEMENT D'IMMEUBLE

De se conformer au usage en vigueur, aux règlements de police, au règlement de copropriété de l'immeuble, ainsi qu'à tout règlement intérieur, en matière de bonne tenue des immeubles et notamment :

- De ne pouvoir faire des lieux loués aucune vente publique, même par autorité de justice.
- De veiller à ce que la tranquillité des lieux loués ne soit troublée en aucune façon par lui-même, ses visiteurs, son personnel.
- De ne pouvoir charger les planchers d'un poids supérieur à celui qu'ils peuvent supporter.

P. C. RP

- De n'avoir dans les lieux loués aucun animal autre que familial et à condition encore que ledit animal ne cause aucun dégât à l'immeuble ni aucun trouble de jouissance aux occupants de celui-ci.

- De ne jeter dans le vide-ordures ou toutes autres canalisations aucun objet susceptible de les boucher ou les endommager.

- De prendre toutes mesure de destruction des rongeurs, insectes ou tous autres animaux nuisibles.

Le PRENEUR sera responsable de tout manquement à ces prescriptions, Le BAILLEUR ne devant pas en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

16. TOLERANCES

Il est formellement convenu que les tolérances de la part du BAILLEUR relatives aux clauses et conditions énoncées ci-dessus, qu'elles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne pourront en aucun cas être considérées comme apportant une modification ou suppression de ces clauses et conditions, ni génératrices d'un droit quelconque ; le BAILLEUR pourra toujours y mettre fin par tous moyens.

17. LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant :

- un loyer mensuel de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (2 500 €) du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2023.

Ce loyer sera payable mensuellement et d'avance le cinq de chaque mois et pour la première fois le 05 JUILLET 2017 au domicile du BAILLEUR ou de son représentant, la deuxième fois le 05 AOUT 2017 et ainsi de suite.

Pendant le délais de préavis :

- si le congé est notifié par le BAILLEUR, le preneur n'est redevable du loyer et des charges que pour le temps où il a occupé réellement les lieux.

- si le congé est notifié par le PRENEUR, ce dernier est redevable du loyer et des charges concernant tout le délai de préavis, sauf si le logement se trouve occupé avant la fin du préavis par un autre locataire, en accord avec le BAILLEUR.

Le BAILLEUR déclare que le loyer ci-dessus a été établi, conformément aux dispositions de l'article 17b de la loi précitée du 6 Juillet 1989, par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables.

18. CHARGES

En sus du loyer, le PRENEUR s'oblige à s'en acquitter.

19. REVISION DU LOYER

Pendant le cours du présent bail, le loyer ci-dessus sera automatiquement modifié à effet du premier jour de chaque période annuelle en proportion des variations de l'indice du coût de la construction (ICC) publié par l'I.N.S.E.E., sans qu'il soit nécessaire de procéder à une quelconque notification.

L'indice de base à retenir est celui du 4^{ème} trimestre 2017, soit

L'indice servant de référence au calcul de chaque modification périodique sera celui du même trimestre de chaque année.

Le loyer ayant été révisé au 1^{er} juillet 2017 (2400 euros à 2500 euros), le bailleur déclare renoncer à toute autre révision sur la période des 4 prochaines années. Le preneur sera avisé par lettre recommandée au plus tard le 1^{er} avril 2021 d'une révision éventuelle du loyer, calculée en fonction de l'indice de base mentionné à l'alinéa 1 du présent article.

Dans le cas où, par voie législative ou réglementaire, il serait fait obligation, pour la révision du loyer des contrats de location d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation, de se référer à un autre indice, ce dernier serait substitué de plein droit à l'indice contractuel ci-dessus. Les périodicités et modes de révision resteront inchangés.

Pg RP 5.

20. CLAUSES PENALES (articles 1226 et suivants du Code Civil)

En cas de non paiement de toute somme due à son échéance et dès le premier acte d'huissier, le PRENEUR devra en sus, outre les frais de recouvrement y compris la totalité du droit proportionnel dû à l'huissier de justice, dix pour cent du montant de la somme due pour couvrir le BAILLEUR tant des dommages pouvant résulter du retard dans le paiement que des frais, diligences et honoraires exposés pour le recouvrement de cette somme, sans préjudice de l'application judiciaire de l'article 700 du nouveau code de Procédure Civile.

Afin de garantir au BAILLEUR la récupération effective et immédiate des lieux loués, le PRENEUR, dans le cas où il se maintiendrait indûment dans les lieux loués à la cessation de la location, versera au BAILLEUR une indemnité par jour de retard égale à trois fois le loyer quotidien. Sera considérée comme jour de retard toute occupation, pour quelque cause que ce soit, du lendemain de la cessation de la location jusqu'au jour de la restitution des clés après déménagement complet, toute journée commencée étant intégralement due.

21. DEPOT DE GARANTIE

Dès avant la signature des présentes, le PRENEUR a versé au BAILLEUR la somme de 0 € (zéro euro) qui ne sera pas productive d'intérêts.

Cette somme lui sera restituée dans les deux mois de son départ, déduction faite des sommes qui pourraient être dues par le PRENEUR au BAILLEUR, notamment pour réparations, ou dont le BAILLEUR pourrait être rendu responsable du fait du PRENEUR.

DONT QUITTANCE (sous réserve d'encaissement, en cas de paiement par chèque). Ce dépôt ne sera en aucun cas imputable sur les loyers et accessoires dus.

22. CAUTION

Au présente est intervenu: les membres de l'association : (Cautions solidaires annexé au présent dossier).

Le Président : Paul Gelebart

Lequel après avoir pris connaissance du contrat déclare se porter caution solidaire du locataire principal et renoncer au bénéfice de la discussion pour le paiement du loyer et des charges pendant toutes la durée du contrat initial et de son renouvellement éventuel.

CLAUSE RESOLUTOIRE

Il est expressément convenu qu'à défaut de paiement d'un seul terme de loyer ou du montant des accessoires à son échéance et deux mois après un commandement de payer demeuré infructueux, énonçant la volonté du BAILLEUR de se prévaloir de la présente clause et reproduisant les dispositions de l'article 24 alinéas 1 à 4 de la loi du 6 Juillet 1989, le bail sera résilié de plein droit, sans qu'il soit besoin de remplir de formalité judiciaire, nonobstant toutes consignations ou offres réelles postérieures au délai ci-dessus.

Il suffira d'une simple ordonnance de référé exécutoire par provision, nonobstant appel, pour obtenir l'expulsion des lieux loués et dans ce cas le dépôt de garantie restera acquis au BAILLEUR à titre d'indemnité sans préjudice de son droit à tous dommages-intérêts.

En cas de paiement par chèque ou par prélèvement sur un compte bancaire ou postal, le montant du loyer et de ses accessoires ne pourra être considéré comme réglé qu'après encaissement malgré la remise de toute quittance, la clause résolutoire étant acquise au BAILLEUR dans le cas où le chèque ou le prélèvement reviendrait impayé.

De même, au cas où le PRENEUR ne souscrirait pas d'assurance contre les risques dont il répond en cette qualité, le présent bail sera résilié de plein droit, si bon semble au BAILLEUR, deux mois après un simple commandement de payé demeuré infructueux, énonçant la volonté du BAILLEUR de se prévaloir de la présente clause et reproduisant les dispositions de l'article 7 g de la loi précitée du 6 Juillet 1989.

23. ELECTION DE DOMICILE

Élection de domicile est faite par le PRENEUR dans les lieux loués, et par le BAILLEUR en son domicile.

Pg

FP 6

24. FRAIS

Tous les frais du présent bail et ceux qui en seront la suite et la conséquence, en ce compris le coût de la copie exécutoire et l'établissement de l'état des lieux, seront supportés par LE PRENEUR qui s'y oblige. Toutefois l'ensemble des rémunérations sera supporté par moitié entre le BAILLEUR et LE PRENEUR.

25. VENTE DE L'IMMEUBLE LOUE:

Pour le cas où l'association LE SILO souhaiterait se porter acquéreur de l'immeuble, celui-ci lui sera cédé par la SCI B&P des IV Vents à son prix d'achat majoré des frais notariés lors de l'achat et des intérêts bancaires intercalaires dont aura souffert la société civile tant que le loyer n'a pu être versé en totalité, avec un montant maximum fixé à 130 000 euros (cent trente mille euros) hors frais notariés liés à la vente.

Pour le cas où la SCI B&P des IV Vents souhaiterait vendre l'immeuble, elle s'engage à le proposer prioritairement à la vente à l'association LE SILO au prix fixé dans les termes définis à l'article 24 alinéa 1 de ce bail. En outre, la SCI B&P des IV Vents s'engage à maintenir cette offre de vente prioritaire définie telle que ci-dessus pendant un délai de six mois à compter du jour de sa notification à l'association (durée nécessaire au financement de cette acquisition).

DONT ACTE sur sept pages en recto.

Fait et passé au Mans, les jour, mois et an susdits.

La lecture du présent acte a été donnée par M. PAPIN aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte, ont été recueillies par M. PAPIN.

LE PRENEUR

LE BAILLEUR

Paul GÉLÉBART
le 05/07/2017
Gé

Paul PAPIN
le 05/07/2017

LES CAUTIONS

Annexe 10 Assurance



Facture n° 00020459F240000300

Cotisations en Euros TTC

GAN ASSOCIATION - Contrat n°307686371803

3 808 12

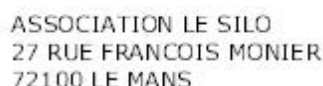
3 808,12 € TTC

Dont taxes et contributions

521.43

294,00 € TTC

4 102,12 € TTC



VOTRE MOYEN DE PAIEMENT

Total à payer : 4 102,12 €

PREL. MENSUEL AU 07

Echéances restantes

IBAN : FR76 1790 6XXX XXXX XXXX 6700 0XX

07/12/2023	234,00 €
------------	----------

RUM ++EYGAS0105040100000029150820131013

Votre échéancier

CREDIT AGRICOLE
ASS LE SILO

07/01/2024	317,38 €	07/07/2024	317,34 €
07/02/2024	317,34 €	07/08/2024	317,34 €
07/03/2024	317,34 €	07/09/2024	317,34 €
07/04/2024	317,34 €	07/10/2024	317,34 €
07/05/2024	317,34 €	07/11/2024	317,34 €
07/06/2024	317,34 €	07/12/2024	317,34 €

ICS FR10ZZZ004486

Annexe 11 Tableau des emplois

Nom	Prénom	Type	Date entrée	Ancienneté	Intitulé du poste	Temps W hebdo	Ratio TP	Cadre	H/F	Salaire TP	Salaire Brut	Cotis. Patro	%Charg es	Coût Empl.
Badonnel	Jérémie	CDI	01/06/2022	1,59	Coord. associatif locaux de répétitions	35	100%	Non	H	1 865,32	1 865,32	157,14	8%	2 022,46
Dassé	Jérémie	CDI	01/09/2006	15,34	Coord. associatif locaux de répétitions	35	100%	Non	H	2 245,63	2 245,63	509,14	23%	2 754,77
Delestre	Antoine	CDI	17/02/2020	1,87	Coord. associatif locaux de répétitions	32,57	93,06%	Non	H	1 940,78	1 806,03	231,01	13%	2 037,04

Annexe 12 Prévisionnel analytique de fonctionnement de l'activité répétition

BUDGETS SILO PREVISIONNELS - DÉPENSES

€	2023 SILO		2025 SILO		DIFFÉRENCE
60 - ACHATS	30 300 €	21,5%	41 580 €	15,2%	11 280 €
Frais de télésurveillance	500 €	0,4%	700 €	0,3%	200 €
Fluides salles	8 900 €	6,3%	18 380 €	6,7%	9 480 €
Matériel de bureau	1 100 €	0,8%	2 500 €	0,9%	1 400 €
Matériel de concert / activité	6 800 €	4,8%	7 000 €	2,6%	200 €
Achat de marchandise bar	13 000 €	9,2%	13 000 €	4,7%	0 €
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	35 000 €	24,8%	23 100 €	8,4%	-11 900 €
Location autres salles	30 000 €	21,3%		0,0%	-30 000 €
Location appareils cartes bancaires	600 €	0,4%	600 €	0,2%	0 €
Location de véhicules et transports artistes		0,0%	1 500 €	0,5%	1 500 €
Entretien, réparation et maintenance	400 €	0,3%	10 000 €	3,6%	9 600 €
Nettoyage salles et bureaux		0,0%	7 000 €	2,6%	7 000 €
Primes d'assurances	4 000 €	2,8%	4 000 €	1,5%	0 €
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	1 900 €	1,3%	16 320 €	6,0%	14 420 €
Honoraires de paie		0,0%	720 €	0,3%	720 €
Honoraires comptables		0,0%	4 000 €	1,5%	4 000 €
Conception graphique		0,0%	2 400 €	0,9%	2 400 €
Imprimerie		0,0%	3 000 €	1,1%	3 000 €
Frais de déplacement des salariés		0,0%	1 200 €	0,4%	1 200 €
Frais de mission et de réception		0,0%	1 500 €	0,5%	1 500 €
Affranchissement	500 €	0,4%	600 €	0,2%	100 €
Frais de téléphonie et d'Internet	800 €	0,6%	2 200 €	0,8%	1 400 €
Frais de tenue de compte bancaire en ligne		0,0%	100 €	0,0%	100 €
Commissions sur cartes bancaires	600 €	0,4%	600 €	0,2%	0 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	73 800 €	52,3%	169 700 €	61,9%	95 900 €
BRUT salariés permanents	52 000 €	36,9%	128 000 €	46,7%	76 000 €
Cotisations salariés permanents	21 800 €	15,5%	40 700 €	14,8%	18 900 €
Tickets restaurants		0,0%	1 000 €	0,4%	1 000 €
65 - CHARGES DE GESTION COURANTE	0 €	0,0%	4 000 €	1,5%	4 000 €
Redevances pour concessions, licences logiciels		0,0%	4 000 €	1,5%	4 000 €
68 - AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET FONDS D'ÉDIÉS	0 €	0,0%	19 500 €	7,1%	1 500 €
Amortissements		0,0%	18 000 €	6,6%	
Retraites		0,0%	1 500 €	0,5%	1 500 €
TOTAL AVANT VALORISATIONS	141 000 €	105,9%	274 200 €	100,0%	133 200 €

BUDGETS SILO PREVISIONNELS - RECETTES

	2023 SILO		2025 SILO		DIFFÉRENCE
70 - PRODUITS SUR ACTIVITÉ	116 600 €	82,7%	122 200 €	44,6%	5 600 €
Abonnements et adhésions	7 000 €	5,0%	7 000 €	2,6%	0 €
Locations de salles et prestations	74 800 €	53,0%	78 000 €	28,4%	3 200 €
Locations diverses et commissions	4 800 €	3,4%	7 200 €	2,6%	2 400 €
Ventes de bar et de vestiaires	30 000 €	21,3%	30 000 €	10,9%	0 €
74 - SUBVENTIONS	0 €	0,0%	130 000 €	47,4%	130 000 €
VILLE DU MANS	0 €	0,0%	130 000 €	47,4%	130 000 €
Fonctionnement		0,0%	130 000 €	47,4%	130 000 €
quote part investissement		0,0%	18 000 €	6,6%	18 000 €
CONSEIL DÉPARTEMENTAL	0 €	0,0%		0,0%	0 €
Fonctionnement		0,0%	10 000 €	3,6%	10 000 €
75 - PRODUITS DE GESTION COURANTE	0 €	0,0%	22 000 €	8,0%	22 000 €
Mécénat		0,0%	22 000 €	8,0%	22 000 €
Produits divers de gestion courante		0,0%		0,0%	0 €
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	24 400 €	17,3%	0 €	0,0%	- 24 400 €
Ecart de règlement		0,0%		0,0%	0 €
Fonds propres	24 400 €	17,3%		0,0%	-24 400 €
Solde CNM Fonds de compensation 2021		0,0%		0,0%	0 €
78 - AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET FONDS D'ÉDIÉS	0 €	0,0%	0 €	0,0%	0 €
Reprise sur fonds dédiés		0,0%		0,0%	0 €
Provision pour risques		0,0%		0,0%	0 €
79 - TRANSERTS DE CHARGES	0 €	0,0%	0 €	0,0%	0 €
Transferts de charges du personnel		0,0%		0,0%	
TOTAL AVANT VALORISATIONS	141 000 €	100,0%	274 200 €	100,0%	133 200 €
EXCEDENT OU DEFICIT	2023 SILO	2025 SILO		DIFFÉRENCE	
	0,00	0,00		0,00	